

L'Europe a mal à sa droite

De nombreux membres de l'Union enregistrent un essor sans précédent des partis populistes. La Pologne, la Hongrie, la Slovaquie et l'Autriche enregistrent une importante adhésion idéologique et électorale à ces partis.

La Pologne incarne parfaitement ce que ne devrait pas être une rupture avec une ancienne «démocratie populaire». Intégrée au forceps dans l'Union européenne par sentiment anti-russe, elle donne l'image d'un Etat à la dérive mettant en danger l'autonomie de la justice, l'indépendance des médias et les libertés individuelles.

Ewa Tartakowsky revient sur les origines de cette dérive autoritaire qu'elle situe «dans la transition de 1989 et dans les enjeux de la décommunisation»^(*).

Le responsable de cette dérive est le Parti Droit et Justice (PiS), d'Andrzej Duda, son candidat arrivé gagnant aux élections législatives d'octobre 2015. Elu Président de Pologne en mai de la même année, assis sur une majorité absolue à la Diète (Chambre Basse du Parlement polonais), il exerce une «hégémonie législative et exécutive» qui met à mal l'Etat de droit.

Pour l'Union européenne, la situation est jugée si inquiétante qu'un débat inédit sur l'Etat de droit en Pologne a été entamé le 19 janvier 2016 devant le Parlement européen.

Pour sa part, la Commission européenne a entrepris, le 13 janvier 2016, la procédure du contrôle de l'Etat de droit en Pologne. Son vice-

président Frans Timmermans était à Varsovie le 5 avril dernier pour en avoir le cœur net.

De son côté, la Commission de Venise, organe consultatif du Conseil de l'Europe composé d'experts indépendants en droit constitutionnel, enquête sur cette crise institutionnelle.

Il faut dire que le réquisitoire est lourd. La première pièce maitresse se rapporte aux médias. Une nouvelle loi, votée le 30 décembre 2015, change radicalement les règles de désignation de la direction et du conseil de surveillance des médias publics pour les mettre à la charge du ministère... du Trésor public.

Le conseil ne sera plus consulté sur d'éventuels changements de statuts des entreprises publiques de médias et, encore moins, des décisions majeures liées aux médias publics. Dans la foulée, de nombreux journalistes jugés hostiles ou réservés à la politique gouvernementale sont licenciés.

Les amendements annoncés de la loi sur l'audiovisuel lui imposent de «respecter le système de valeurs chrétiennes, en prenant comme base les règles universelles d'éthique» et de «servir au renforcement de la famille».

Autre mesure répressive : la loi sur la police, dite «loi de surveillance», entrée en vigueur le 7 février 2016 qui étend les compétences de la police et d'autres services assimilés, est jugée «liberticide», parce qu'elle autorise «des dérives importantes, au nom de la lutte contre la criminalité».

La réaction de la société civile contrarie fortement les nouvelles autorités. Le Comité de défense de la démocratie (KOD), créé en novembre 2015, se veut l'héritier du

KOR (Comité de défense des ouvriers), fondé en 1976 par des intellectuels opposés au régime communiste. Il est fortement appuyé par le tout nouveau parti de gauche Razem («Ensemble»).

Le Parti Droit et Justice n'adhère pas à la manière dont la transition postcommuniste polonaise a été entreprise. Formalisée en 1989 par la «table ronde» entre le pouvoir communiste et l'opposition, elle est le fruit d'un compromis entre l'aile réformatrice du Parti ouvrier unifié polonais (POUP) et des modérés du syndicat Solidarnosc.

Nous sommes en présence d'un ramassis de revanchards anticomunistes, moralisateurs, intolérants, que l'auteur de l'étude répertorie «dans un héritage nationaliste et traditionnaliste».

Sa rhétorique s'alimente aux sources de l'Institut de la mémoire nationale (IPN), créé en 1999 pour des activités de recherche et des responsabilités judiciaires au titre desquelles il s'illustra par la publication, en 2008, de deux livres sur l'implication de Lech Walesa dans la police politique de l'ancien régime.

La Pologne n'a pas fini d'écrire son Histoire.

La mise en cause de Walesa n'arrête pas d'alimenter l'affaire «Bolek», du pseudonyme supposé de Lech Walesa, suite à la restitution d'archives restituées par la veuve du général Kiszczak, ancien chef des services secrets, à l'IPN en février 2016.

La manipulation de la mémoire et de l'Histoire, comme sources de légitimité, n'est pas le monopole de nos pièces de musée du parti unique. Varsovie réécrit son «récit national» dans le cadre d'une véritable «politique historique» à laquelle



Par Ammar Belhimer
ammarbelhimer@hotmail.fr

le est dédié un ministère entier de la Culture et du Patrimoine, relayé par une Eglise catholique plus conservatrice que jamais.

«La société civile trouvera-t-elle la force et les issues pour faire prévaloir les valeurs démocratiques de sa Constitution ? Dans un contexte marqué par ailleurs par des grandes turbulences internes et externes, l'Europe saura-t-elle trouver sa place et jouer son rôle pour faire prévaloir ses valeurs fondatrices ? Une large part de son avenir se joue dans la réponse qu'elle apportera à cette dernière question», conclut l'auteur de la réflexion.

A. B.

(*) Ewa Tartakowsky, *La Pologne, de mal en PiS*, 18 mai 2016,
<http://www.laviedesidees.fr/La-Pologne-de-mal-en-PiS.html>

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail : info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com
[@hakimlaalam](https://twitter.com/hakimlaalam)



L'industrie polluante du limogeage et ses dérivés cancérigènes sur la stabilité !

La France dément formellement ! Paris affirme n'avoir jamais demandé à Alger des prélèvements du crâne de...

... Saâdani !

— Il faut contacter le ministère algérien du Tourisme. Une multinationale comme la nôtre ne peut pas se faire distancer par la concurrence sur ce marché-là. Vous avez appelé les Algériens ?

— Pas encore, Monsieur le Président-Directeur Général ! Je n'ai que le numéro du ministre encore en poste il y a 48 heures...

— Et alors ?

— Il vient d'être limogé.

— Mais bon Dieu, soyez réactifs, sinon, nous allons rater des marchés faramineux dans l'hôtellerie de luxe et dans des projets d'aménagement de leur littoral que des sources à Alger m'ont affirmé être sur le point d'être lancés. Joignez le ministre des Finances algérien pour avoir un topo sur les modalités et détails techniques, afin que nous avancions sur ce dossier.

— J'ai tenté de joindre le ministre des Finances algérien en poste jusqu'à hier soir.

— Et alors ?

— Il a été limogé ce matin, à l'aube.

— Mon Dieu ! Mais on vous a appris quoi dans vos grandes écoles machin-chose ? Appelez celui de l'Agriculture et de la Pêche. Il peut nous aider à y voir plus clair sur la loi littoral, sur les marges de manœuvre touristiques en rade des baies et sur les possibilités d'implantation des gîtes ruraux.

— Je l'ai appelé il y a une heure, Monsieur le Président-Directeur Général.

— Et alors ?

— Il a appris son limogeage au cours de notre conversation, en double appel !

— Et le Premier ministre ? Il a été limogé, lui aussi ? Ne me dites pas qu'Alger a aussi limogé son Premier ministre ?

— Non ! Là, c'est différent. Totalement différent. Ils n'en ont toujours pas nommé un.

— Quoi ? Depuis combien de temps l'Algérie fonctionne sans Premier ministre ?

— Depuis 1999, patron !

— Bon ! Appelez alors le roi du Maroc et dites-lui que je souhaiterais le rencontrer très vite afin qu'ensemble, nous parlions affaires et qu'accessoirement, lors des pauses, nous fumions du thé pour rester éveillés au cauchemar du voisin algérien qui continue.

H. L.